

LES ANALYSES DE L'ACRF

2007 / 7

POURQUOI FAUT-IL AVOIR PEUR DE L'EXTRÊME DROITE ?

A la veille des élections législatives, la crainte renaît : l'extrême droite poursuivra-t-elle sur sa lancée ? Les dernières élections communales confirment un bilan globalement positif pour le parti extrémiste flamand : 24% en moyenne, 33% à Anvers.

Sans arriver à de tels résultats, l'extrême droite francophone, malgré ses divisions (Front national, Front nouveau de Belgique et Force nationale) et les scandales auxquels elle est mêlée, progresse elle aussi, surtout dans la province de Hainaut, là où les affaires ont ébloué le PS. A Charleroi, l'ensemble des trois listes arrive à 13%.

Aurions-nous oublié les leçons de l'histoire ? Cette phrase de l'écrivain Jörg Haider a de quoi faire réfléchir :

« L'histoire donne des leçons mais elle n'a plus d'élèves... ».

Des conditions de vie de plus en plus dures ...

Le contexte socio-économique est favorable à l'extrême droite, relevait Manuel Abramowicz, le coordinateur de RésistanceS.be, au cours d'un débat à la RTBF¹. Le Vlaams Belang en profite et est présent au cœur de la population, dans les comités de quartier notamment.

La dégradation des conditions de vie entraîne pauvreté, précarité et manque de perspectives pour une large frange de la population. Beaucoup y compris parmi les travailleurs et la classe moyenne n'arrivent plus à nouer les deux bouts. La mondialisation a fragilisé l'emploi et la sécurité sociale et le secteur public est touché par les privatisations et les restrictions. La solidarité s'effiloche. Les scandales politico-judiciaires se multiplient, la criminalité augmente et les institutions fédérales vacillent... La méfiance à l'égard du politique se renforce et le fossé ne cesse de se creuser entre les citoyens et les mandataires publics. Le vote protestataire profite à l'extrême droite qui récupère déçus, révoltés, rebelles. « A force de nier la réalité sociale et la dégradation des conditions économiques, les partis traditionnels ont nourri le vote protestataire. » remarque Richard Lorent, auteur de « Extrême droite : le suffrage détourné »².

Quel paradoxe ! Ainsi des victimes de la mondialisation se tournent vers des partis extrémistes qui incarnent des valeurs conservatrices, antidémocratiques, ultralibérales et antisociales. Mais sait-on au juste ce qui se cache derrière des discours simplificateurs qui se veulent rassurants ?

¹ RTBF, *Opinion publique*, 12/03/2007.

² Le Soir du 10/10/2006.

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES
ACRF - ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

Responsable Service Etudes: Françoise Bodson

www.acrf.be - E-mail : françoisebodson@acrf.be

L'ultranationalisme

Un des fondements de l'idéologie d'extrême droite est l'ultranationalisme qui implique le rejet de l'autre. Tous les partis d'extrême droite jouent sur la peur de l'autre, la recherche d'un bouc émissaire : l'étranger, le musulman, le juif, le gay, le francophone, le jeune, la femme... L'Etat doit être fondé sur un seul peuple, à l'exclusion de tous les autres. Cet ultranationalisme trouve son origine dans la xénophobie et le racisme. L'idéologie d'extrême droite défend un système basé sur une séparation stricte des « races ». Elle plaide pour le renvoi de tous les étrangers y compris ceux qui sont nés ici sans être de « descendance belge » même s'ils ont acquis la nationalité belge. Cette conception s'appuie sur la « pureté de la race, du sang et de la culture ».

Le contexte de lutte contre le terrorisme et les politiques belges et européennes d'asile de plus en plus répressives contribuent à répandre des valeurs négatives largement récupérées par l'extrémisme.

Le sexisme

Un autre pilier de l'idéologie d'extrême droite est sa composante sexiste. Dans le système ultralibéral d'extrême droite, les femmes disparaissent comme catégorie sociale aux intérêts et besoins spécifiques. Une telle indifférenciation aurait des conséquences sociales et économiques gravissimes pour elles : par exemple, fin du financement public des crèches. Opposés à l'Etat supplanté par la communauté du peuple, les partis extrémistes le sont aussi au financement public : plus de taxes et plus de redistribution ! Les plus fragiles sont exclus d'un tel système.

L'extrême droite défend des valeurs conservatrices. Elle prône des modèles sociaux classiques considérés comme les seuls valables. L'émancipation des femmes et des minorités ainsi que la libération sexuelle sont combattues. La cohabitation avant le mariage, le mariage sans désir de procréer, le divorce, la monoparentalité, l'adoption d'enfants non européens, les relations affectives entre personnes de même sexe... sont de l'ordre de la déviance ou de la maladie. « Ce sont tous les acquis modernes notamment juridiques des individus qui sont remis en question de même que les efforts de réflexion réalisés dans le but d'évoluer vers une société plus juste et plus égalitaire », expliquent les Femmes Prévoyantes Socialistes³.

La mission des femmes est d'enfanter et d'éduquer. Le travail à l'extérieur est découragé. Le devoir civique de procréation prime sur le bonheur personnel. La contraception sera limitée, l'avortement re-pénalisé, l'homosexualité, le divorce et le métissage combattus. L'adoption d'enfants belges sera facilitée et celle d'enfants non européens interdite. Le droit des individus à disposer librement de leur corps n'existe plus. « En niant tout ce que le féminisme a produit comme libérations et changements en faveur de l'égalité dans notre société, l'extrême droite en menace également tous les acquis : droit de vote, droit à l'éducation, droit à la santé, accès à l'emploi, accès à la contraception, droit à l'avortement... Acquisitions lentement et souvent durement conquises (...). L'extrême droite ne répond d'aucun projet politique digne de ce nom : elle ne questionne pas la montée d'un libéralisme économique sauvage, elle ne mène pas de politiques innovantes favorisant l'emploi pour tous, elle n'œuvre pas pour la mise sur pied de services publics de qualité et bon marché (crèches, enseignement gratuit et accessible à tous...). Au lieu de tout cela, l'extrême droite déplace les causes de la crise actuelle vers les femmes sur les épaules desquelles elle abandonne lâchement un grand nombre de maux sociétaux. »³. Le politologue Pascal Delwit parle de négation de l'évolution de l'histoire.

³ Femmes Prévoyantes Socialistes, *Femmes et Extrême Droite*, septembre 2006.

La « bonne gouvernance »

La montée des partis extrémistes n'est pas une fatalité. Dans les communes flamandes où les élus ont mené un travail de proximité et où les citoyens jugent positifs les bilans communaux, le Vlaams Belang ne progresse pas. Par contre, l'extrême droite gagne du terrain là où la classe politique est empêtrée dans des scandales comme à Charleroi. Le rapprochement avec la population et la transparence, ce que Manuel Abramowicz appelle « la bonne gouvernance », sont payantes. Mais cela exige des changements radicaux. Nos politiques sont-ils prêts ?

Sophie Heine, doctorante à l'ULB, se demande pourquoi les partis politiques traditionnels montrent si peu d'empressement à démonter les mensonges de l'extrême droite. Pourquoi ne pas dire qu'avec elle les conditions de vie se dégraderaient davantage ? « Tout simplement parce que ces recommandations antisociales imprègnent leurs propres actions politiques. En effet, la soumission à l'impératif de compétitivité, austérité salariale, précarisation des emplois, baisse des 'charges sociales', recul de l'âge de la pension, contrôle renforcé des chômeurs et des allocataires sociaux... font partie des programmes de tous les gouvernements ces dernières années. Dès lors, le seul reproche que peuvent faire les partis officiels à l'extrême droite est d'être xénophobe et raciste. »⁴.

Notre rôle comme citoyens et comme membres d'un mouvement comme l'ACRF ne consiste-t-il pas à interpeler les partis démocratiques et à les pousser à proposer de véritables alternatives à un système économique qui place le profit et la rentabilité avant l'homme ? Même s'il reste des fanatiques qui continueront à marcher aux côtés des partis liberticides, c'est une société égalitaire combattant les injustices, les discriminations, l'insécurité et la précarité qui pourra être assez forte pour leur faire barrage. Une société où les citoyens peuvent s'exprimer et sont entendus. Tout le contraire d'une société où l'extrême droite a pris le pouvoir et où s'est installée une dictature qui musèle les médias, interdit la liberté, instrumentalise les femmes, fait régner la peur.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF – Plein Soleil

L'ACRF souhaite que

les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites ;

n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.



Avec le soutien de



⁴ Le Soir des 28-29/10/2007.